



Le 11/07/2022

Tribune collective

VIA | la voie du peuple - Mouvement Conservateur - CNIP

Conservateurs, unis pour servir

Nous y sommes ! Un cycle électoral s'achève, et personne ne semble véritablement gagnant à l'issue des résultats : ni Emmanuel Macron qui n'a pas de majorité absolue avec Ensemble!, ni Jean-Luc Mélenchon à la tête de la fragile coalition NUPES, dont personne ne peut estimer la durée de vie, ni Marine Le Pen, malgré l'entrée d'un fort contingent de députés, qui s'est entêtée à refuser toute idée d'alliance à droite pour favoriser son seul parti politique et transformer une possible vague patriote en une onde sans conséquence. Pourtant, un fait reste certain : le progressisme aura place nette pour étaler ses mesures. Quelle opposition conservatrice de poids pourra véritablement contrer cette idéologie au cœur de l'hémicycle ? S'il y a bien un vainqueur aux derniers scrutins, c'est bien le progressisme, et il avancera sur tous les secteurs de la société.

Hélas, l'actualité nous prouve l'amère réalité de ce constat, à commencer par la proposition d'Aurore Bergé de sanctuariser le recours à l'avortement dans la Constitution. Loin des priorités économiques et sécuritaires que réclament les Français au quotidien, cette proposition oublie que ce n'est pas le rôle de la Constitution d'abriter des combats sociétaux, à plus forte raison lorsqu'ils ne sont pas menacés en France. Cette surréaction législative d'Aurore Bergé témoigne d'une conscience aigüe de sa propre vassalisation aux Etats-Unis. Par ailleurs, Richard Ferrand nous prévenait déjà le 11 avril dernier : la nouvelle « *grande réforme de société* » pour ce quinquennat sera le fameux « *droit à mourir dans la dignité* ». Autrement dit, l'euthanasie et le suicide assisté seront les prochaines mesures phares d'un gouvernement qui n'a rien d'autre à proposer que du sociétal, impuissant qu'il est à relever les défis structurels du pays. Il faut lui opposer une résistance à même de rappeler inlassablement les repères à même de guider le choix politique : la personne humaine n'est pas un objet qu'on bricole, une marchandise qu'on achète, un produit qu'on jette.

Ces premières mesures ne sont, malheureusement, que la partie émergée de l'iceberg. Le projet de société qu'Emmanuel Macron veut porter pour son dernier mandat, nous en avons eu un avant-goût lors de son quinquennat précédent : il s'agira vraisemblablement d'un monde où le contrôle de masse et la surveillance générale seront institutionnalisés ; un monde où les libertés fondamentales seront constamment remises en cause sous le camouflage de l'« intérêt général » ; un monde au sein duquel les contrôles deviendront la norme et les espaces de libertés, un luxe de plus en plus inaccessible... Déjà la liberté d'éducation est mise à mal, en particulier en ce qui concerne l'école à la maison, la liberté d'opinion est bafouée par des lois de fichage, et le passe sanitaire est à nouveau évoqué.

Le chemin pour défendre ou reconquérir ces libertés sera long, mais nous serons là pour le mener.

L'écologie qui devient une préoccupation générale et qui est appelée à tenir une place prépondérante sera encore davantage utilisée dans les années à venir pour imposer plus de contraintes aux Français. Déjà, certains défenseurs autoproclamés de la planète s'en emparent pour proposer des mesures punitives des normes toujours plus absurdes. Ceux qui paieront la plus lourde facture pour satisfaire les tenants de l'écologie sous influence seront encore les plus humbles, les Français délaissés des territoires périphériques, et bien sûr les classes moyennes... L'écologie locale et les mesures de bon sens comme l'écologie de conservation pour l'agriculture, ou le développement de la filière nucléaire pour le secteur énergétique seront encore mis de côté, car ils ne sont pas conformes à la vision idéologique et **dogmatique** des Verts, enfermés dans leurs schémas cognitifs progressistes. Par ailleurs, ces-doctrinaires d'une écologie pour urbains des métropoles oublient qu'il ne peut y avoir d'écologie intégrale et cohérente que si celle-ci protège aussi l'espèce humaine.

La question fondamentale soulevée par les délires progressistes est bien celle du rôle du politique : est-il de redéfinir, au gré des sondages, ce qu'est l'être humain ? Ou est-il de garantir, au milieu des progrès scientifiques époustouflants, le respect inconditionnel de la personne humaine, quel que soit son état ? Est-il de favoriser une humanité augmentée qui, sous prétexte de repousser toujours plus loin les frontières de la maladie, du handicap et de la mort, tente de définir une nouvelle humanité pour qu'il ne reste de l'homme que ce qui est fort, beau et intelligent ? La grandeur d'une société est plutôt de garantir à celui dont le corps ou l'esprit, malgré les soins reçus, reste affaibli et défaillant, le droit à des structures adaptées, une facilité d'accès à l'école, au travail, aux loisirs. En un mot, le droit de vivre. Nous devons le leur rappeler à temps et à contretemps.

Devant les menaces qui s'accumulent, les conservateurs authentiques doivent se réveiller : c'est précisément dans ce but que nous avons rédigé ce plaidoyer. Nous avons des propositions uniques et pérennes à apporter à la société moderne. Parce qu'être conservateur ne consiste pas à garder des cendres, mais à transmettre le feu, nous souhaitons rappeler ce qui a fait la force et l'humanité de notre civilisation pendant des siècles. Contre la machine de mort qui progresse, nous souhaitons assurer la protection de chaque vie de sa conception à sa mort naturelle. Contre la société de contrôle qui se profile, nous rappelons la nécessité d'un cadre de libertés inaltérable grâce auquel chacun peut s'accomplir pleinement. Contre cette écologie globalisante qui punit l'être humain et cette société de consommation qui l'enchaîne, nous prônons un art de vivre respectueux des individus, des familles et des peuples. Ainsi, nous devons prendre toute notre place dans le combat qui s'amorce pour défendre l'être humain et sa nature propre, le territoire sur lequel nous vivons et nous épanouissons, les traditions et l'ordre social transmis grâce à des milliers d'années de longue patience. Conscients de notre héritage, et pour assurer la continuité historique de la nation, c'est un conservatisme de combat auquel nous contribuons.

Enracinés et attachés au cadre national, civilisationnel et anthropologique dans lequel prend place l'action politique, nous sommes unis pour conserver ce qui doit l'être et reconstruire ce qui aura été détruit.

Jean-Frédéric Poisson

Président
de VIA | la voie du peuple

Laurence Trochu

Présidente
du Mouvement Conservateur

Bruno North

Président
du Centre National des Indépendants et Paysans